



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

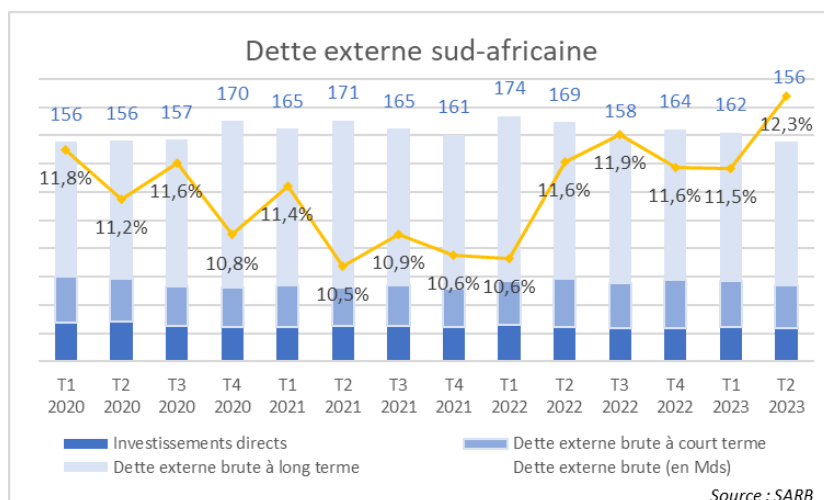
DE PRETORIA

N°40 – 2 au 5 octobre 2023

## Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : Démissions en cascade à la tête de Transnet, dont celle de la CEO Portia Derby (*News24*)
- **Angola** : La croissance est à l'arrêt au deuxième trimestre (*INE*)
- **Zambie** : Le Ministre des Finances a présenté un budget de continuité pour l'exercice 2024 (*Ministry of Finance*)

## Zoom sur les perspectives de dette de l'état sud-africain.



**Le 29 septembre, la Banque centrale (South African Reserve Bank – SARB) a publié les données de l'endettement externe (souscrit auprès de prêteurs étrangers) à la fin du deuxième trimestre 2023.** Le stock de dette atteignait 155,6 Mds USD au 30 juin, principalement détenu par le gouvernement (46%) et les entreprises publiques (13%). Le montant de dette externe suit une tendance à la baisse ces dernières années (-8,1% sur un an et -8,8% sur deux ans).

La publication de ces données intervient toutefois alors que l'Etat sud-africain fait face à une hausse significative de ses taux d'intérêt sur les marchés, en lien avec la détérioration des fondamentaux de l'économie et notamment de la situation fiscale du pays (déficit budgétaire mensuel inédit depuis 2004 au mois de juillet, cf. **Brèves du 4 au 8 septembre**), dans un contexte international par ailleurs marqué par une aversion aux risques grandissante des investisseurs internationaux. **Le 5 octobre, les taux d'intérêt pour les obligations d'Etat à maturité de 20 ans ont ainsi atteint un pic à 13,1%**, soit un niveau inédit depuis mars 2020 (13,3%). Cette évolution, qui traduit la hausse de la perception du risque souverain sud-africain, renchérit significativement les coûts d'endettement du pays. Le Trésor devrait par conséquent privilégier l'émission de titres à maturité plus courte, dont les taux d'intérêt ont diminué suite à un afflux de demandes (pour les titres à 3 mois, le taux atteignait 7,9% le 5 octobre contre 8,7% un mois plus tôt). Cette nouvelle stratégie a d'ailleurs été confirmée par le Directeur Général du Trésor, Duncan Pieterse, qui a annoncé une progression notable de l'émission de titres à court et moyen terme. La maturité moyenne de l'endettement du gouvernement sud-africain demeure toutefois satisfaisante (plus de 11 ans à la fin de l'exercice 2022/23).

## Sommaire :

### Afrique du Sud :

- Démissions en cascade à la tête de Transnet, dont celle de la CEO Portia Derby (*News24*)
- Le Ministre I.Pattel annonce un paquet de mesures face à la recrudescence de l'épidémie de grippe aviaire (*gov.za*)
- TotalEnergies et ses partenaires obtiennent l'autorisation de poursuivre l'exploitation des blocs gaziers 5/6/7 au large du Cap (*Business Day*)

### Angola :

- La croissance est à l'arrêt au deuxième trimestre (*INE*)
- Total Energies cède 40% de ses parts dans le Bloc 20 à Petronas (*Agence ecofin*)

### Botswana :

- La croissance ralentit à 3,4% au second trimestre (*StatsBots*)

### Mozambique :

- UBS/Crédit Suisse et le gouvernement résolvent à l'amiable le scandale des dettes cachées (*Ministère de l'économie mozambicain*)

### Namibie :

- Le FMI conclut sa mission annuelle dite « Article IV » (*FMI*)

### Zambie :

- Le Ministre des Finances a présenté un budget de continuité pour l'exercice 2024 (*Ministry of Finance*)

### Zimbabwe :

- Le Président Mnangwana regroupe les parts du gouvernement dans les principales entreprises publiques au sein du fonds souverain Mutapa Investment Fund (*veritaszim.net*)

## Afrique du Sud

### Démissions en cascade à la tête de Transnet, dont celle de la CEO Portia Derby (News24)

En quelques jours, trois des principaux dirigeants de l'entreprise d'Etat de logistique Transnet ont annoncé leur démission : la CEO Portia Derby, la CFO Nonkululeko Dlamini, ainsi que la CEO de la branche ferroviaire (*Transnet Rail*), Siza Mzimela. L'équipe dirigeante faisait face à une pression croissante, venant notamment du secteur privé. Des groupes d'intérêts comme la *Durban Chamber of Commerce and Industry* ou le *Minerals Council of SA* avaient publiquement appelé à la démission de Mme Derby alors que les dysfonctionnements logistiques coûteraient 1 Md ZAR (50 M EUR) par jour à l'économie sud-africaine d'après le cabinet *GAIN Group*. Le 1er septembre, Transnet avait annoncé des pertes annuelles de 5,7 Mds ZAR (280 M EUR) pour une dette cumulée de 130,1 Mds ZAR (6,3 Mds EUR). Michelle Phillips, actuellement CEO de la division « pipelines » du groupe a été désignée comme CEO *ad interim*. Mme Phillips a également occupé des positions de direction au sein de la division du groupe destinée à la gestion des terminaux portuaires. La direction financière a été confiée à Hlengiwe Makhathini, qui a effectué la plupart de sa carrière au sein du *National Empowerment Fund* (NEF), fonds destiné à soutenir la participation économique des populations noires défavorisées, avant de rejoindre *Transnet* en 2021. Le conseil d'administration de *Transnet* devra ultérieurement désigner de nouveaux dirigeants, une procédure qui dure depuis le mois de février dans le cas d'Eskom. En poste depuis 2020, Portia Derby s'était engagée à redresser *Transnet*, après une période marquée par les scandales du *State Capture* et les difficultés économiques liées à la crise du covid-19. Avant de rejoindre *Transnet*, elle avait occupé des responsabilités au sein de différents ministères et administrations (*Trade & Industry, Public enterprises, Trade and Investment South Africa...*).

### Le Ministre I.Pattel annonce un paquet de mesures face à la recrudescence de l'épidémie de grippe aviaire (*gov.za*)

Depuis début septembre, une épidémie de grippe aviaire frappe l'Afrique du Sud (variant H5 et H7). Il s'agit de la plus importante vague épidémique que traverse le pays depuis 2017, alors que six des neuf Provinces que compte le pays sont touchées, avec des pertes estimées par le Ministère de l'Agriculture sud-africain à plus de 2,6 M volailles au 25 septembre (dont 90% ont dû être éliminés pour éviter la transmission). Selon certains spécialistes, la vitesse de propagation du virus est inquiétante et près du quart des poules pondeuses seraient déjà décimées. L'épidémie a ainsi provoqué des pénuries d'œuf, notamment dans la région du Gauteng, ce qui a conduit la chaîne de supermarché *Woolworths*, à rationner dès début octobre les ventes à six unités par client – d'autres distributeurs comme *Pick'n Pay* pourraient prendre très prochainement des mesures similaires. Les conséquences sur l'industrie locale risquent d'être dévastatrices, alors que le secteur, évalué à 59 Mds ZAR (2,4 Mds EUR) emploie 55 000 salariés. Fin septembre, la Namibie avait annoncé suspendre les importations de volaille en provenance d'Afrique du Sud. Dans ce contexte, le Ministère du Commerce et de l'Industrie (DTIC) a demandé à l'*International Trade Administration Commission* (ITAC) d'étudier un possible abaissement temporaire des droits de douane ou une suppression des taxes antidumping sur la viande de volaille – alors que 25% des volailles consommées sur le marché sont aujourd'hui importées. Pour rappel, en juillet 2023, les mesures de sauvegarde sur les importations de volaille avaient été réintroduites par l'ITAC pour les produits en provenance du Brésil, du Danemark, de l'Irlande, de la Pologne et de l'Espagne (avec une taxe complémentaire de 3 à 265% - cf brèves semaine 29&30).



## TotalEnergies et ses partenaires obtiennent l'autorisation de poursuivre l'exploitation des blocs gaziers 5/6/7 au large du Cap (*Business Day*)

Selon *Business Day*, la Ministre de la Foresterie, des Pêches et des Affaires environnementales, Barbara Creecy a donné son feu vert pour la poursuite son projet d'extraction de gaz naturel des blocs 5/6/7. Pour rappel, ce projet se situe sur une zone de de 10 000 km<sup>2</sup>, à une soixantaine de kilomètres au large entre Cape Town et Cape Agulhas (Western Cape). Il est mené par une structure conjointe entre TE (40%), Shell (40%) et Petro SA (20%). Alors que le consortium avait obtenu en avril dernier l'approbation Département des Ressources Minérales et de l'Energie (DMRE), une procédure d'appel avait été initiée par plusieurs organisations non-gouvernementales (ONG) et groupes d'intérêt craignant les impacts environnementaux d'un tel projet. Après analyse d'un rapport détaillé (144 pages), la Ministre Creecy se serait montrée « satisfaite », notamment concernant la prise en compte des impacts sonores et lumineux du projet sur l'écosystème.

## Angola

### La croissance est à l'arrêt au deuxième trimestre (*INE*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*INE*), le PIB a enregistré une croissance quasi-nulle au deuxième trimestre 2023 (+0,01%) par rapport à la même période de l'année précédente – après +0,3% au trimestre précédent. Ce faible dynamisme résulte de la contraction des activités pétrolière (-2,9%, soit une contribution négative à la croissance de 0,8 point – en lien avec la baisse des cours mondiaux du pétrole et le recul des volumes de production) et minière (-21,9%, soit une contribution négative de 0,5 point), notamment dans le sous-secteur des diamants. L'activité de l'ensemble des autres secteurs (13 sur 15) est en revanche en progression, en particulier le commerce de détail

(+2,9%, soit une contribution positive de 0,4 point) et la pêche (+5,6%, soit +0,2 point). Pour rappel, selon le FMI, la croissance angolaise devrait accélérer en 2023 pour atteindre 3,5% sur l'ensemble de l'année, après 2,8% en 2022.

### Total Energies cède 40% de ses parts dans le Bloc 20 à Petronas (*Agence ecofin*)

*Total Energies* a cédé 40% de sa part dans le bloc 20 du bassin de la Kwanza en Angola à filiale angolaise de la major pétrolière malaisienne *Petronas*, pour un montant de 400 M USD. Le groupe français conservera sa compétence d'opérateur et sa participation de 40%, les 20 % restants étant détenus par la société publique angolaise *Sonangol*. Le bloc 20 abrite les deux gisements de Cameia et Golfinho, situés à environ 150 km au sud-ouest de Luanda. Le projet d'exploitation, d'une capacité de production de 70 000 barils par jour (soit près de 4% de la production actuelle), devrait être réalisé via un système de puits sous-marins reliés à un FPSO – une unité flottante de production, stockage et chargement –, le septième du genre en Angola. Total Energies, implanté en Angola depuis 1953, emploie 1500 personnes et opère des projets diversifiés tels que l'offshore profond et la distribution à travers son réseau de stations-service en partenariat avec *Sonangol*.

## Botswana

### La croissance ralentit à 3,4% au second trimestre (*StatsBots*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), le PIB a progressé de 3,4% au deuxième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente – après une hausse de 5,5% en glissement annuel au trimestre précédent. L'indicateur ralentit donc pour le second trimestre consécutif. Les activités minières ont enregistré une bonne performance (+5,9%, soit une contribution positive de 1,3 point à la croissance), soutenues par la hausse des productions (en valeur ajoutée) de cuivre (+66,7%) et de diamant (+6,2%). Les services

publics (+5,3%, soit +0,8 point) et le BTP (+4,5%, soit +0,5 point) ont également contribué positivement à la croissance. A l'inverse, les secteurs du « diamant » (-22,4%, soit une contribution négative de 0,3 point), grevé par la baisse des prix enregistrée lors des sessions d'enchères (-19,7%), et de l'« eau et électricité » (-38,8%, soit une contribution négative de 0,3 point, en lien avec la réalisation de travaux de maintenance sur un des deux réacteurs de la centrale à charbon du pays) ont enregistré une contraction de leur activité pour la première fois depuis cinq trimestres.

## 📍 Mozambique

**UBS/Crédit Suisse et le gouvernement résolvent à l'amiable le scandale des dettes cachées** (Ministère de l'économie mozambicain)

Le 1<sup>er</sup> octobre, Crédit Suisse (filiale d'UBS depuis son rachat en mars 2023) a conclu un accord extra-judiciaire avec le gouvernement mozambicain pour mettre fin au litige dit des « dettes cachées », à la veille d'un procès qui devait se tenir auprès de la Haute cours de Londres. Cette affaire concerne trois emprunts d'un montant total de 2,2 Mds USD au profit de deux sociétés publiques (Mam et Prodicos), visant à financer le renouvellement d'une flotte de bateaux de pêche et de défense maritime. Le gouvernement leur avait octroyé la garantie de l'Etat sans consultation préalable du Parlement, oubliant également de déclarer les emprunts au FMI (alors que le pays bénéficiait d'un programme du Fonds « *Policy Support Instrument* » et y était contraint). La révélation de ces emprunts en 2016 avait entraîné la suspension des aides budgétaires des bailleurs et la rupture durable du dialogue avec la communauté financière internationale, plongeant le pays dans une grave crise financière. Accusant la banque suisse d'avoir eu recours à de la corruption pour obtenir la garantie de l'Etat, le gouvernement mozambicain réclamait à Crédit Suisse l'annulation d'une partie des sommes

dues, ainsi que des dommages et intérêts d'un montant de 1,5 Mds USD afin de réparer les dommages macroéconomiques causés au Mozambique. Si les termes financiers précis de l'accord n'ont pas été publiés, il apparaît que les parties se sont entendues pour se délier de tout engagement lié à cette transaction, mettant ainsi fin à une querelle judiciaire initiée en 2019. L'affaire n'est toutefois pas entièrement close pour le Mozambique : une autre procédure reste en cours avec la banque russe VTB, et les discussions avec le groupe naval Privinvest, également impliqué dans l'affaire, se poursuivent.

## 📍 Namibie

**Le FMI conclut sa mission annuelle dite « Article IV » (FMI)**

Le 2 octobre, le FMI a publié les premières conclusions de sa mission d'analyse économique « Article IV », qui s'est déroulée dans le pays du 18 septembre au 2 octobre. La croissance de l'année 2022 a été fortement revue à la hausse (+4,6%, contre une estimation de +3,8% au mois d'avril). Soutenue par les industries minières et la reprise du tourisme, elle devrait atteindre +3,2% en 2023 (contre une prévision de +2,8% au mois d'avril), permettant à l'économie de dépasser son niveau pré-Covid sur l'année. Les perspectives économiques sont plutôt favorables (croissance à moyen terme estimée à environ 3%), et devraient être soutenues par les projets d'exploration pétrolière et d'investissements dans les énergies renouvelables et l'hydrogène. Si la réduction du déficit public (5,3% sur l'exercice 2022/2023, après 8,6% du PIB sur l'exercice 2021/2022) témoigne d'une amélioration de la situation budgétaire, la dette publique demeure élevée et devrait atteindre près de 70% du PIB à la fin de l'année 2023. Dans ce contexte, le FMI recommande au gouvernement de prioriser la mise en place de réformes de consolidation budgétaire (rationalisation de la masse salariale de la fonction publique; restructuration des entreprises publiques; réforme fiscale et

diversification des recettes, qui demeurent dépendantes des revenus douaniers en provenance de la SACU). L'institution monétaire insiste par ailleurs sur la nécessité d'établir des cadres réglementaires incitatifs afin d'accompagner le développement de secteurs émergents, comme l'industrie pétrolière.

## 📍 **Zambie**

**Le Ministre des Finances a présenté un budget de continuité pour l'exercice 2024 (Ministry of Finance)**

Le 29 septembre, le Ministre des Finances, Dr. Situmbeko Musokotwane, a présenté devant le parlement son budget pour l'exercice 2024. Le Ministre a affirmé vouloir « libérer le potentiel du pays » en soutenant le développement du secteur privé et l'amélioration des services publics. Après un déficit de 5,8% du PIB sur l'exercice 2023 (inférieur de 1,9 point aux projections initiales), le gouvernement table sur une réduction du déficit à 4,8% du PIB sur l'exercice 2024. Il mise notamment sur une réduction des dépenses (à 27,8% du PIB contre 31,4% l'année précédente). Parallèlement, les recettes nationales progresseraient significativement (de 20,9% à 22,6% du PIB), grâce à un renforcement des capacités de l'administration fiscale. Un tiers du budget est consacré au service de la dette, soit le premier poste de dépenses, suivi de l'éducation (15% du budget). Pour couvrir les besoins de financement, estimés à 33,3 Mds ZMW (1,5 Mds EUR), le gouvernement prévoit de recourir à proportions égales à l'endettement domestique et à l'endettement externe. Le budget ne présente pas de réforme fiscale d'ampleur. A noter qu'il a été établi sur des prévisions de croissance optimistes (4,8% sur l'année 2024, soit 0,9 point de plus que les dernières estimations du FMI). Le Ministre a par ailleurs rappelé les objectifs de diversification de l'économie (priorisant les secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie, des transports et des télécommunication) et de lutte contre l'inflation, avec un objectif de retour de la hausse des prix

dans la fourchette cible de la Banque centrale (6 à 8%) à l'horizon fin 2024 – pour rappel, selon les dernières données de l'organisme de statistiques (Zamstats), l'inflation a atteint 12% sur un an au mois de septembre.

## 📍 **Zimbabwe**

**Le Président Mnangwana regroupe les parts du gouvernement dans les principales entreprises publiques au sein du fonds souverain Mutapa Investment Fund (veritaszim.net)**

Le 19 septembre, le Président Mnangwana a publié un décret (*Statutory Instrument*) qui prévoit, dans un délai de 21 jours, le transfert des parts détenues par le gouvernement dans les principales entreprises publiques du pays au sein du fonds souverain, désormais renommée *Mutapa Investment Funds*. Il amende ainsi la législation qui régissait le *Sovereign Wealth Fund*, entité créée en 2014 par le Parlement, notamment pour collecter et investir les revenus issus de l'industrie minière (lithium). Vingt entreprises sont concernées dans les secteurs de l'industrie pétrolière (*National Oil Company of Zimbabwe, Petrotrade*), du transport (*Air Zimbabwe, National Railways of Zimbabwe Holdings, ZUPCO* – société exploitant le réseau de bus publics), des télécommunications (opérateurs de téléphonie *NetOne, Tel One, Powertel et Telecel*), des services financiers (*Silo Investments* ; banque *POSB* ; *Industrial Development Corporation*), de l'énergie (*Zimbabwe Power Company* – électricien public; *AFC Limited Hwange Colliery* - charbon), de l'agriculture (*ARDA Seeds* ; *Allied Timber* ; *Cottco*) et des mines (*Defold Mine* – diamants ; *Kuvimba* – or et nickel). De plus, les pouvoirs du Président dans la gestion du fonds sont étendus et il est désormais en charge de la nomination du Directeur Générale, Directeur d'Investissement et des huit membres du conseil d'administration. Enfin, la surveillance du Parlement sur l'entité est abrogée. Le décret, qui va à l'encontre des principes constitutionnels garantissant une



gestion financière transparente des entreprises publiques, confirme la mainmise du Président sur les principales richesses du pays.

### ➤ Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	07/10/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	19,29 ZAR	-2,0%	-0,4%	-6,3%	-11,9%
<b>Angola</b>	826,0 AOA	0,1%	0,0%	-47,6%	-39,0%
<b>Botswana</b>	13,7 BWP	-1,2%	-1,4%	-4,1%	-7,7%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	21,4 ZMW	-2,0%	-4,4%	-26,1%	-15,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT, Pierre FINOT, Antoine WILLENBUCHER & Antoine MOISSON  
Revu par Antoine WILLENBUCHER, Claire JOLLY et Thibault DORNON